

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mil quatorze, le 17 juillet à 18h00, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en la Maison de l'Intercommunalité, sous la présidence de Monsieur Christian RAYOT, Président.

Étaient présents : Monsieur Christian RAYOT, Président, et Mesdames et Messieurs Jacques ALEXANDRE, Marielle BANDELIER, Martine BENJAMAA, Josette BESSE, Jean-Claude BOUROUH, Anissa BRIKH, Christine DEL PIE, Monique DINET, Patrice DUMORTIER, Jean-Jacques DUPREZ, Daniel FRERY, Sophie GUYON, André HELLE, Jean-Louis HOTTLET, Fatima KHELIFI, Marie-Lise LHOMET, Jean LOCATELLI, Didier MATHIEU, Robert NATALE, Pierre OSER, Cedric PERRIN, Jean RACINE, Frédéric ROUSSE, Roger SCHERRER, Claude SCHWANDER, Bernard TENAILLON, Jean-Claude TOURNIER, Bernard VIATTE **membres titulaires** et René LAMBOLEY, Patrice SCHWARTZENTRUBER, **membre suppléant ayant reçu pouvoir d'un membre titulaire.**

Étaient excusés : Mesdames et Messieurs Denis BANDELIER, Jacques BOUQUENEUR, Laurent BROCHET, Claude BRUCKERT, Roland DAMOTTE, Jacques DEAS, Gérard FESSELET, Joseph FLEURY, Bernard LIAIS, Thierry MARCJAN, Dominique TRELA, Pierre VALLAT.

Avaient donné pouvoir : Mesdames et Messieurs Jacques BOUQUENEUR à Patrice DUMORTIER, Claude BRUCKERT à René LAMBOLEY, Gérard FESSELET à Patrice SCHWARTZENTRUBER, Bernard LIAIS à Jean-Claude TOURNIER.

Date de convocation	Date d'affichage	Nombre de conseillers	
Judi 3 juillet	Judi 3 juillet	En exercice	41
		Présents	31
		Votants	33

Il est vérifié l'existence du quorum pour les décisions et appel est fait des pouvoirs qui sont remis au Président

Le secrétaire de séance est désigné parmi les membres titulaires présents. Martine BENJAMAA est désignée.

2014-06-11 Avenant n°1 à la convention de partenariat 2013-2015 entre la CCST et la Mission Locale Espaces jeunes

Rapporteur : Christian RAYOT

Vu la délibération n° 2013-05-01 du 11 juillet 2013,

La Communauté de communes consciente des difficultés d'accès à la formation et à l'emploi rencontrées par les jeunes résidant sur le territoire communautaire propose de soutenir

financièrement les actions et les projets de la Mission Locale afin de favoriser la mobilisation et l'insertion des jeunes dans l'emploi.

Pour ce faire, une convention de partenariat pour les années 2013 à 2015 a été contractée entre la collectivité et la Mission Locale. Afin de permettre à cette dernière d'exercer ses activités, la CCST propose de verser une subvention annuelle de 45 € par jeune accueilli.

Le bilan de l'action « réseau emploi Sud Territoire 2013 » fait état de 480 jeunes en contact avec la MLEJ en 2013.

Aux vues des chiffres avancés dans ce bilan, un avenant n° 1 à la convention de partenariat 2013-2015 avec la Mission Locale de Delle doit être réalisée. Il fixe le nouveau montant de la subvention octroyée par la CCST à 21 600 € (Vingt et un mille six cent euros) pour l'année 2014.

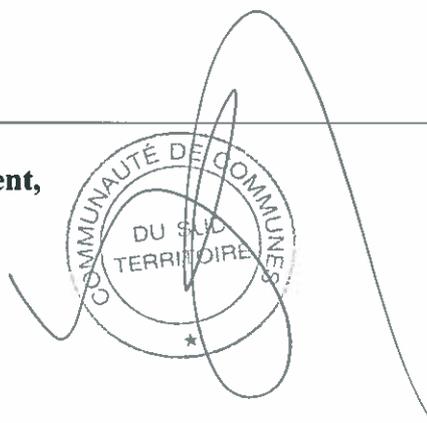
Le Conseil Communautaire, après en avoir débattu, à l'unanimité des membres présents, décide :

- **de valider l'avenant n° 1 (joint en annexe) à la Convention de partenariat 2013-2015 entre la CCST et la Mission Locale Espaces Jeunes,**
- **d'autoriser le Président à signer tout document relatif à ces prises de décision.**

Annexe

Le Président soussigné, certifie que la convocation du Conseil Communautaire et le compte rendu de la présente délibération ont été affichés conformément à la législation en vigueur.

Le Président,



Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le 24 JUIL. 2014
Et publication ou notification le 24 JUIL. 2014

Le Président

A circular stamp with the text "COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SUD TERRITOIRE" and a small star at the bottom. A large, loopy handwritten signature is written over the stamp.

Préfecture du Terr de Belfort
24 JUIL. 2014
Servies Gaurrier



AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT 2013-2015

ENTRE :

**La Communauté de communes du Sud Territoire (CCST)
Dont le siège social est situé 8 place Raymond Forni à Delle,
Représentée par son Président, Christian Rayot
Et désignée sous le terme « la Communauté de communes»**

Et,

**La Mission Locale Espaces Jeunes du Territoire de Belfort,
Association régie par la loi du 1er juillet 1901,
Dont le siège social est situé Place d'Europe à Belfort,
Représentée par son Président, Monsieur Guy Miclo,
Et désignée sous le terme «MLEJ 90 ».**

La convention de partenariat 2013-2015 signée le 07 décembre 2013 est ainsi modifiée :

ARTICLE 1 : Objet de la modification

Révision du montant de la subvention allouée par la Communauté de Communes du Sud Territoire à la Mission Locale pour l'année 2014.

ARTICLE 2 : Compte tenu de la modification

Afin de permettre à la Mission Locale Espaces Jeunes du Territoire de Belfort d'exercer ses activités, la CCST propose de verser une subvention annuelle de 45 € par jeune accueilli.

Le bilan de l'action « réseau emploi Sud Territoire 2013 » fait état de 480 jeunes en contact avec la MLEJ en 2013.

Le nouveau montant de la subvention octroyée par la CCST pour l'année 2014 est donc fixé à 21 600 €.

A _____, le _____

Pour la MLEJ 90
Guy MICLO,
Président

Pour la Communauté de Communes
Christian RAYOT
Président

CONSTRUIRE ENSEMBLE
UNE PLACE
POUR TOUS LES JEUNES !



PERMANENCE GIROMAGNY

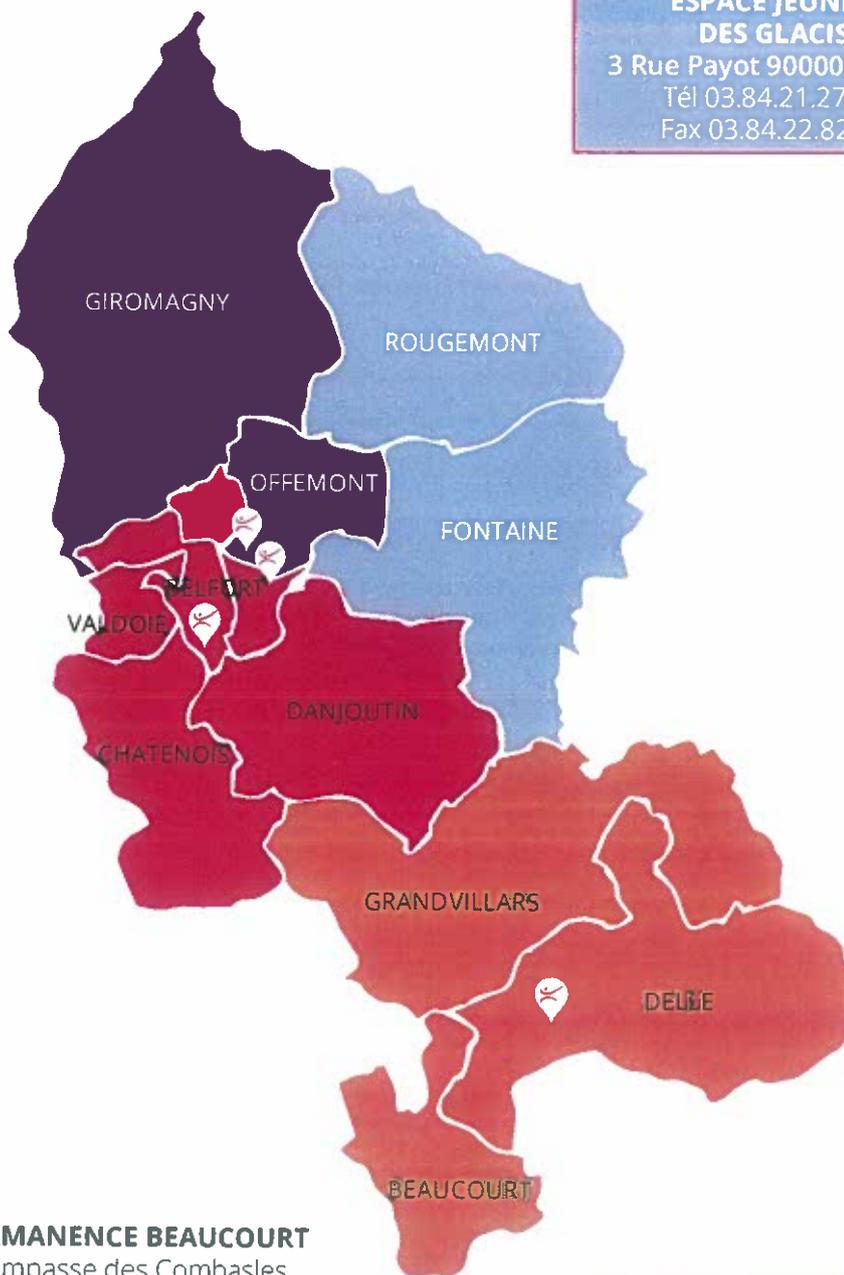
Communauté de Communes
de la Haute-Savoireuse
Allée de la Prairie
BP23 90200 Giromagny
Tél : 03.84.27.15.98

**ESPACE JEUNES
NORD TERRITOIRE**

3 Rue Renoir 90300 Offemont
Tél 03.84.90.13.22
Fax 03.84.26.82.72

**ESPACE JEUNES
DES GLACIS**

3 Rue Payot 90000 Belfort
Tél 03.84.21.27.70
Fax 03.84.22.82.88

**ESPACE JEUNES
BELFORT**

Place d'Europe 90000 Belfort
Tél 03.84.90.40.10
Fax 03.84.90.40.19

PERMANENCE BEAUCOURT

1 Impasse des Combasles
90500 Beaucourt
Tél : 03.84.56.92.26

**ESPACE JEUNES
SUD TERRITOIRE**

24 Rue de Belfort 90100 Delle
Tél 03.70.04.01.63
Fax 03.84.56.44.28

SOMMAIRE

I/ La Mission Locale Espace Jeunes de Belfort en 2013	1 à 4
I.1 - Les Missions de la MLEJ	
I.2 - Les instances de décision Le Bureau Les membres du Conseil d'Administration	
I.3 - Organigramme et Implantation Géographique	
I.4 - La population Jeunes et la situation de l'emploi a) Population Jeunes du Territoire b) Situation de l'emploi sur le Territoire	
II/ Les indicateurs clés d'activités en 2013	5 à 14
II.1 - Quelques chiffres clés	
II.2 - Le profil des jeunes en contact avec la MLEJ	
II.3 - La demande des jeunes, les propositions de la MLEJ Emploi / Formation : de la prescription à la réalisation	
II.4 - Données CPO 2013	
II.5 - Zoom sur les emplois d'avenir	
III/ Les dispositifs mobilisés	15 à 23
Les Dispositifs d'Accompagnement	
III.1 - Contrat Insertion dans la Vie Sociale (C.I.V.I.S)	
III.2 - Le Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (P.P.A.E)	
III.3 - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E)	
Les Dispositifs d'Accès à la Formation	
III.4 - Stage Individualisé de Formation par Alternance (S.I.F.A)	
Les Dispositifs d'Aide au Projet Professionnel	
III.5 - Fonds Interstitiel Pour l'Insertion des Jeunes (F.I.P.J)	
III.6 - Fonds d'Aides à l'Insertion des Jeunes (F.A.J)	
IV/ Actions Spécifiques menées en 2013	24 à 26
IV.1 - Réseau Emploi Belfort et Sud Territoire	
IV.2 - Le Projet « Civis M'était Conté » - Solidarité Sardaigne	
IV.3 - Les Chantiers d'Insertion	
IV.4 - La lutte contre le décrochage scolaire et universitaire	
V/ Bilan Ressources Humaines	27
VI/ Les Financements	28
VII/ Annexes	29 à 30
Référénts des dossiers transverses	
Glossaire	

I/ La Mission Locale Espace Jeunes de Belfort 2013

I.1 - Les Missions de la MLEJ

La MLEJ **accueille, informe, oriente** et **accompagne** les jeunes de 16 à 25 ans, en construisant avec eux leur parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Chaque jeune bénéficie de **réponses individualisées** et d'un **suivi personnalisé** dans le cadre de ses démarches. Les structures d'accueil apportent des réponses aux questions d'emploi, de formation mais aussi sur le logement ou la santé, en sollicitant localement, l'appui des partenaires spécialisés dans ces 2 domaines.

I.2 - Les instances de décision

La Mission Locale Espaces Jeunes de Belfort est une association (loi 1901) créée en septembre 1982. Elle est présidée par Guy MICLO, 2^{ème} Vice Président du Conseil Général du Territoire de Belfort. Les structures de pilotage sont :

Collège	Prénom, Nom	Institution (ou Structure) et fonction	Conseil d'Administration MLEJ 90	Bureau MLEJ 90
Collège 1	Guy MICLO	CG 90 - Vice Président	Membre de droit	Président
	Roger GAGEA	Conseiller Technique délégué par le CG	Membre de droit	Vice Président
	Dominique RETAILLEAU	Conseiller Général délégué par le CG	Membre de droit	
	Alain OGOR	Mairie de Belfort - Adjoint au Maire	Membre de droit	
	Marielle BANDELIER	Mairie de Delle - Adjointe au Maire	Membre élu	Secrétaire
	Jean-Paul GRANGER	Mairie d'Offemont - Adjoint au Maire	Membre élu	Trésorier
	Marie-Guite DUFAY	Présidente du Conseil Régional de Franche-Comté	Membre de droit	
Collège 2	Jean-Robert LOPEZ	Préfet du Territoire de Belfort	Membre de droit	
	Patrick MELLON	Inspecteur d'Académie	Membre de droit	
	Dominique FOURNIER	Directrice du Centre d'Information et d'Orientation	Membre élu	
	Alain VEDY	Responsable de l'UT 90 - DIRECCTE	Membre de droit	
	Jean-François LOCATELLI	Directeur Territorial Délégué Pôle Emploi	Membre élu	Assesseur
	Claude Annie GALLAND	Chargée de Mission, Droit des Femmes	Membre élu	
	Bénédicte BRICE	Directrice du Service P.J.J.	Membre associé	
	Maria RODRIGUEZ	C.A.F. - Administrateur	Membre de droit	

Collège 3	Alain SEID	Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie	Membre élu	
	Claude MONNIER	Président de la Chambre d'Agriculture	Membre associé	
	Bertrand CREUSY	Directeur de la MIFE 90 et de la MDE	Membre élu	
	Maurice GAMOND	Représentant CFE CGC	Membre élu	
	Nouredine AHMED SEID	Représentant Force Ouvrière	Membre élu	
Collège 4	Pascal THOMAS	Délégué du personnel MLEJ 90	Membre de droit	
	Alain CHARMILLOT	Directeur d'I.D.E.E.	Membre élu	
	Emmanuel GUICHARD	Directeur du F.J.T.	Membre élu	
	Herveline QUEMENER	Présidente de l'A.D.I.J.	Membre élu	
	Christian BELLE	Directeur de l'A.F.P.A.	Membre associé	
	Patrick REVILLOUD	Président de l'A.R.M.L.	Membre associé	

Collège 1 : Représentant les Collectivités Territoriales et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale

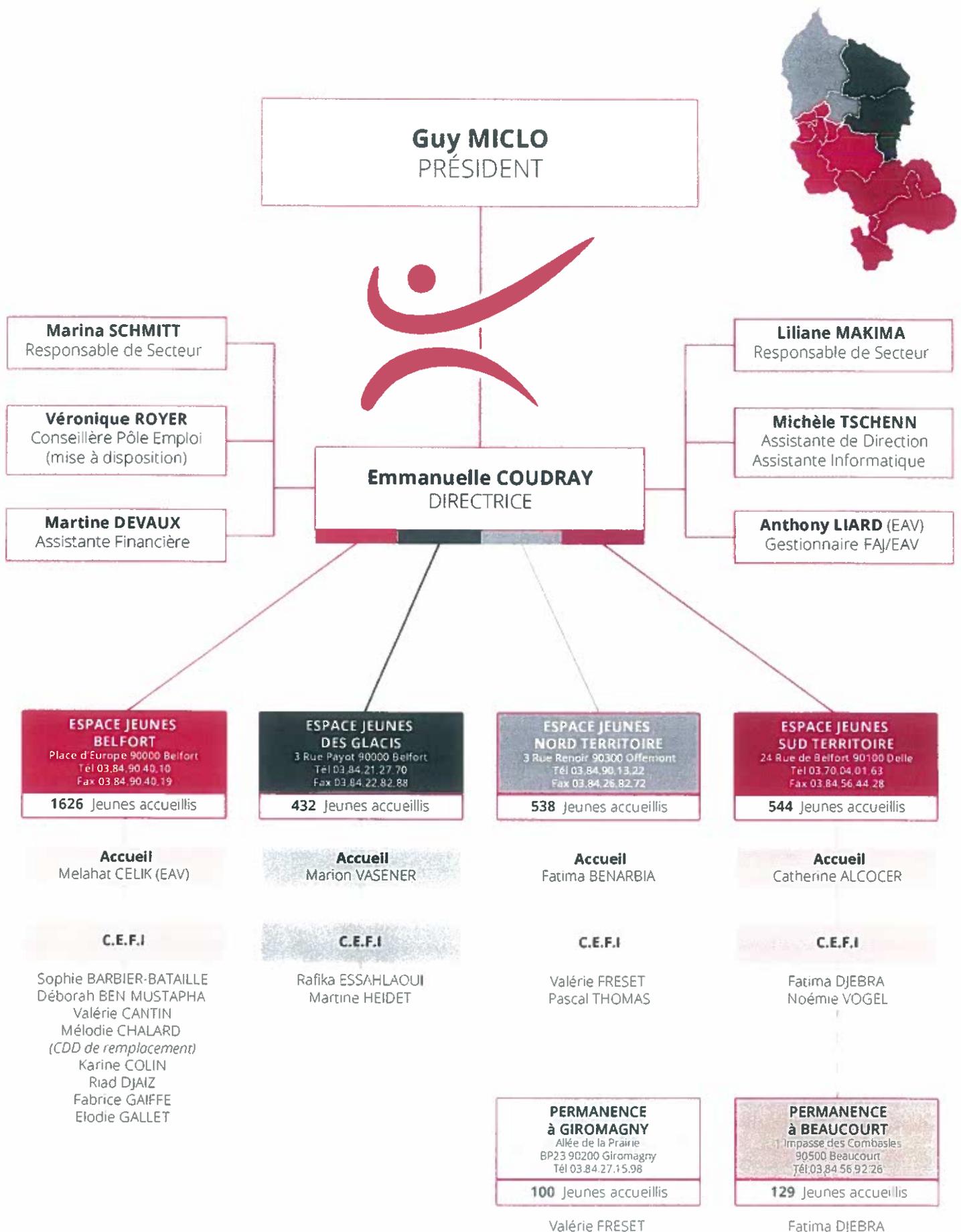
Collège 2 : Représentant les Services de l'Etat et Organismes Publics

Collège 3 : Représentant les partenaires économiques et sociaux

Collège 4 : Représentant les associations



I.3 - Organigramme et Implantation Géographique en 2013



Implantation Géographique

La zone de compétence de la Mission Locale Espace Jeunes du Territoire de Belfort correspond au département du Territoire de Belfort constitué de **102 communes** et **11 cantons**.

Il s'agit d'un territoire restreint (609 Km²), fortement urbanisé et densément peuplé avec 146 935 habitants (*source Insee, recensement de la population à compter du 1er janvier 2014*).

La **Mission Locale** accueille les jeunes sur **4 Espaces Jeunes** relevant de la Politique de la Ville ou assimilé:

- o **Belfort Résidences**
- o **Belfort Glacis**
- o **Delle**
- o **Offemont**

La **Mission Locale** assure également des permanences hebdomadaires :

- o **Beaucourt**
- o **Giromagny**

I.4 - La population Jeunes et la situation de l'emploi

a) Population jeunes du Territoire

La population des jeunes de 15 à 24 ans s'élève à 18 402 personnes (*source INSEE, 01/13*) dont 45 % de femmes.

Les jeunes du Territoire de Belfort ont un niveau de formation générale supérieur à la Franche Comté. Le nombre de jeune de niveau VI et Vbis est de 7 points inférieur à la moyenne régionale.

Le département est un territoire de contraste avec le niveau de revenu le plus élevé de Franche comté mais aussi avec la plus grande proportion de famille en situation de grande précarité.

Cet écart est également constaté auprès des jeunes avec un nombre toujours croissant de jeunes en grande difficulté sociale et professionnelle.

Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (A, B, C) inscrits à Pôle Emploi s'élevait à 2 059 en décembre 2013, en diminution de 4,3 % sur 12 mois.

a) Situation de l'emploi sur le Territoire

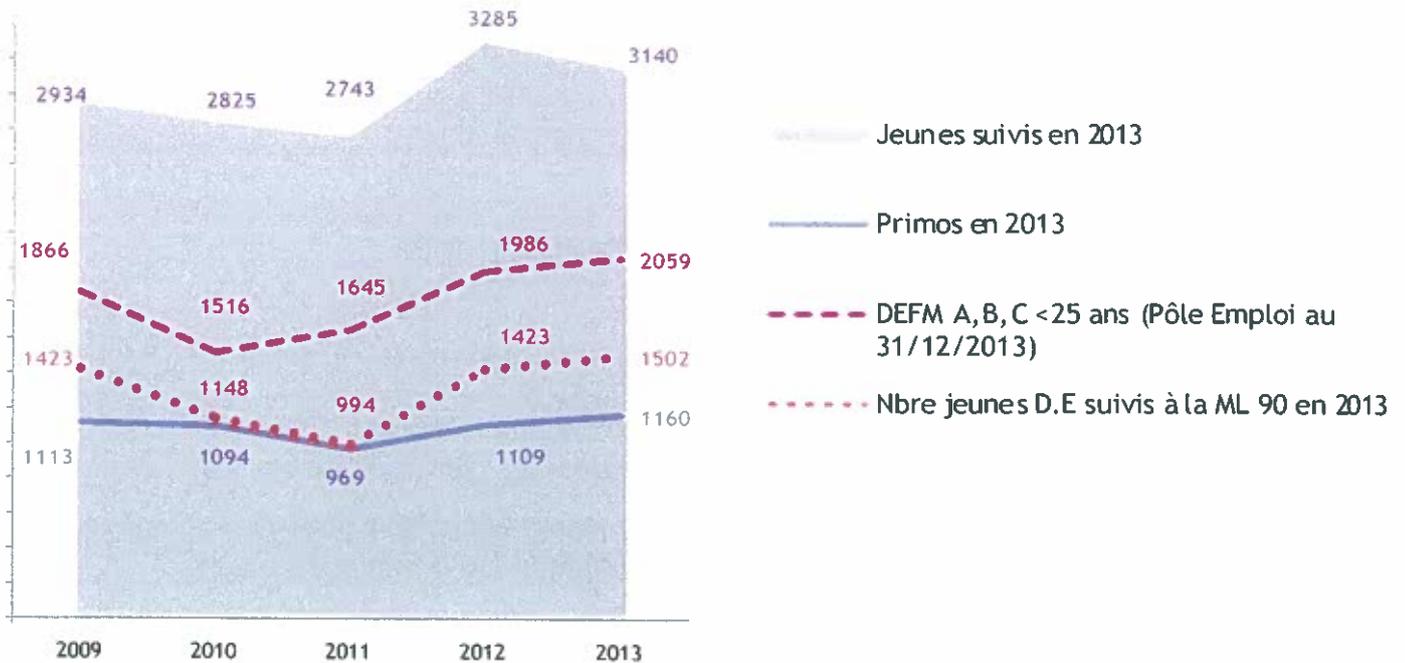
Avec respectivement 11,4 % et 11,9 % de taux de chômage au 4^{ème} trimestre 2013, les zones d'emploi du Territoire de Belfort et sur l'Aire Urbaine demeurent les plus fortement touchées par le chômage (9,2 % de taux de chômage sur la Franche Comté).

Les offres d'emploi collectées par Pôle Emploi baissent de 21,9 % dans le Territoire de Belfort en 2013 (variation trimestrielle sur 3 mois glissants). Parallèlement, en Franche-Comté les offres d'emploi ont baissé de 7,6 %.

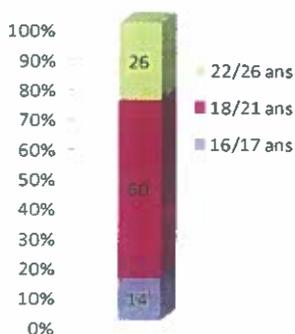
II/ Les indicateurs clés d'activités en 2013

II.1 - Quelques chiffres clés

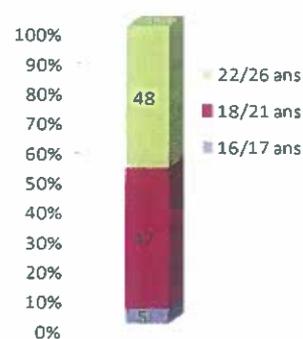
- **3 140** jeunes suivis, soit **17%** des jeunes du Département
 - **1 160** premiers accueils
 - **10 574** entretiens individuels
 - **1 058** jeunes ont obtenus un emploi, soit 34% des jeunes suivis
 - **629** jeunes sont entrés en formation, soit 20% des jeunes suivis
- 2 % par rapport à 2013
 - + 2 % par rapport à 2013
 - + 4 % par rapport à 2013
 - + 8 % par rapport à 2013
 - 2 % par rapport à 2013



II.2 - Le profil des jeunes en contact avec la Mission Locale



Premiers Accueils 2013



Jeunes en contact 2013

La part des mineurs reste constante et représente 5% des jeunes en contact

81 jeunes sont reconnus travailleurs handicapés, soit 2,5 % des jeunes suivis.
 Cette proportion reste stable et ne reflète que partiellement la réalité : de nombreux jeunes n'entament pas les démarches de reconnaissance avant leur 25ème année.

614 jeunes suivis relèvent des Zones Urbaines Sensibles ou assimilées, soit 1 jeune sur 5 :
 543 jeunes de Belfort, 44 jeunes d'Offemont.

L'implantation de 3 Espaces Jeunes en ZUS favorise l'accueil des jeunes des quartiers sensibles : ils représentent 19,5% des jeunes suivis à la Mission Locale alors que la population ZUS des moins de 25 ans représente 12,7% de la population totale des moins de 25 ans du Territoire de Belfort.

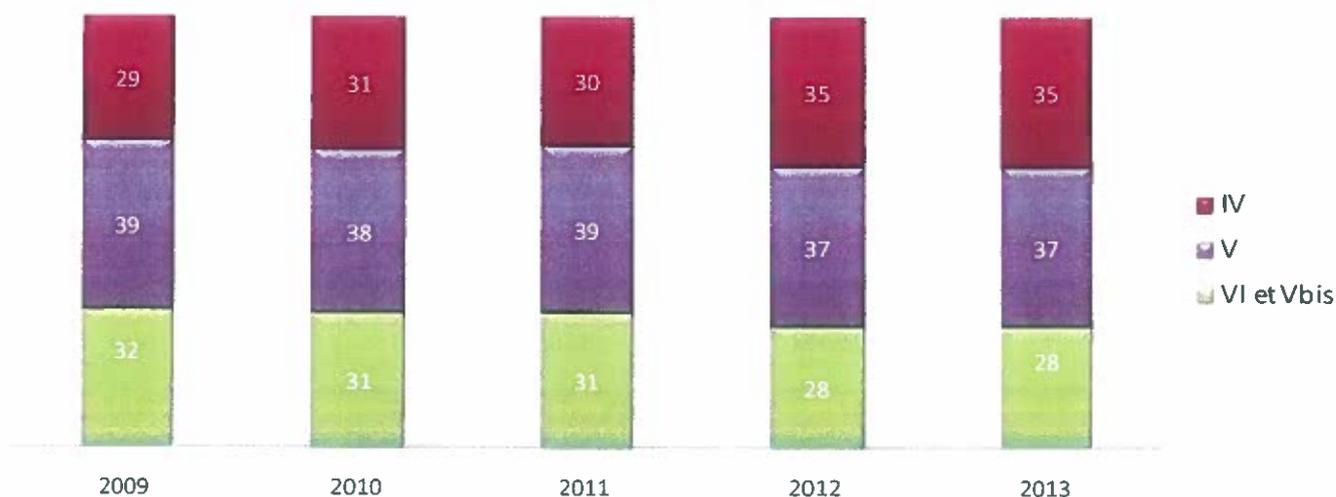
Vers un équilibre Hommes / Femmes

Année	Hommes		Femmes		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
2011	1227	45	1516	55	2743
2012	1522	46	1763	54	3285
2013	1550	49	1590	51	3140
1ers accueils 2013	598	52	562	48	1160

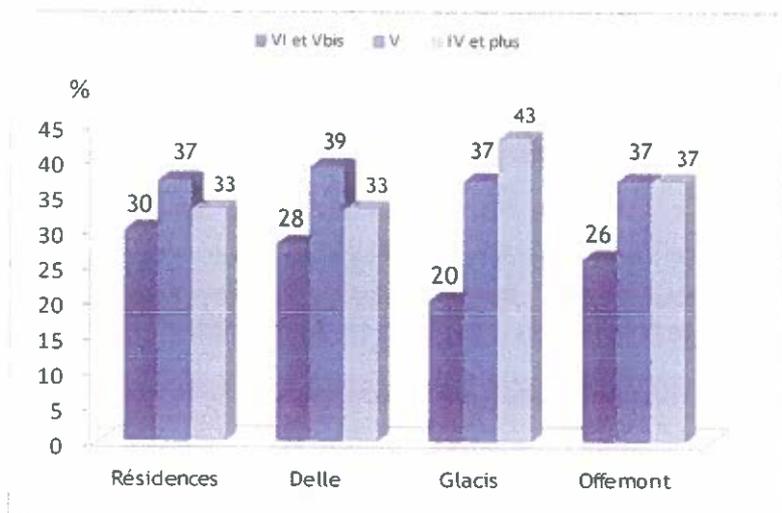
51 % des jeunes suivis sont des jeunes femmes alors qu'elles représentent 45% de la population des 15-24 ans.

Elles continuent à creuser l'écart avec les hommes en terme de niveau de formation : 42 % sont diplômées de niveau IV et +, contre 28 % pour les hommes.

La qualification des jeunes accueillis à la Mission Locale



La part des Primos diplômés de niveau IV est en constante augmentation passant de 26% à 44% sur la période 2009 à 2013.



Qualification des Jeunes par Antenne

Les jeunes non diplômés sont plus représentés aux Résidences : 30 % contre 25 % pour l'ensemble des autres Espaces Jeunes.

1/3 des jeunes se rendent à la Mission dans les 6 mois qui suivent leur sortie de formation.

Plus le niveau de formation est élevé, plus vite ils se mobilisent : 54 % des niveaux Bac et plus viennent dans les 6 mois contre seulement 6 % pour des jeunes de niveau VI.

A contrario, les jeunes suivis par l'Espace Jeunes des Glacis sont généralement qualifiés.

46% des jeunes nouvellement en relation avec la MLEJ n'ont pas le permis B contre 60 % en 2012 ; L'absence de permis, reste souvent un frein important à la mobilité et donc à l'accès à une formation ou à un emploi.

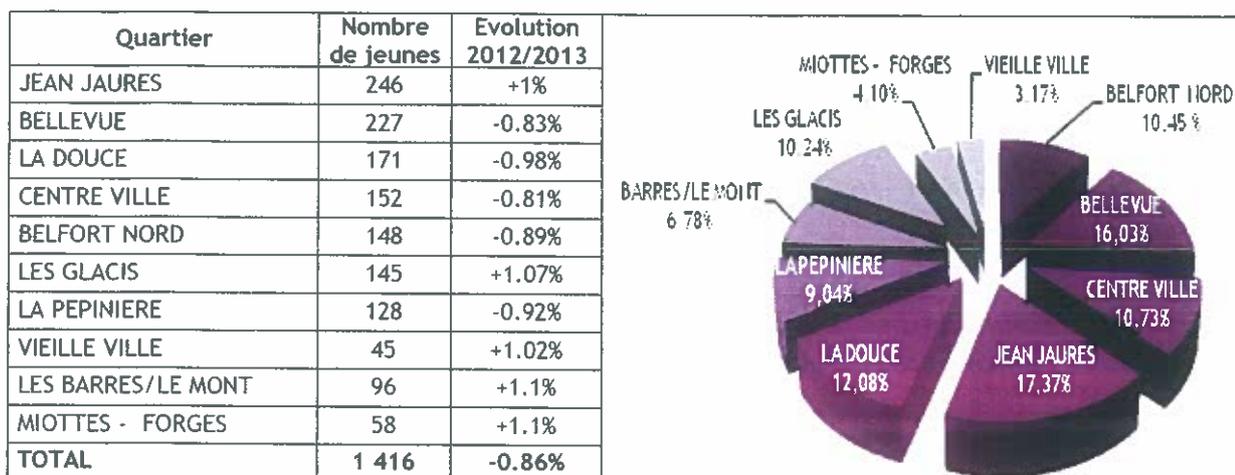
Une stabilisation de la fréquentation, sur tout le Territoire

La Provenance Géographique par cantons

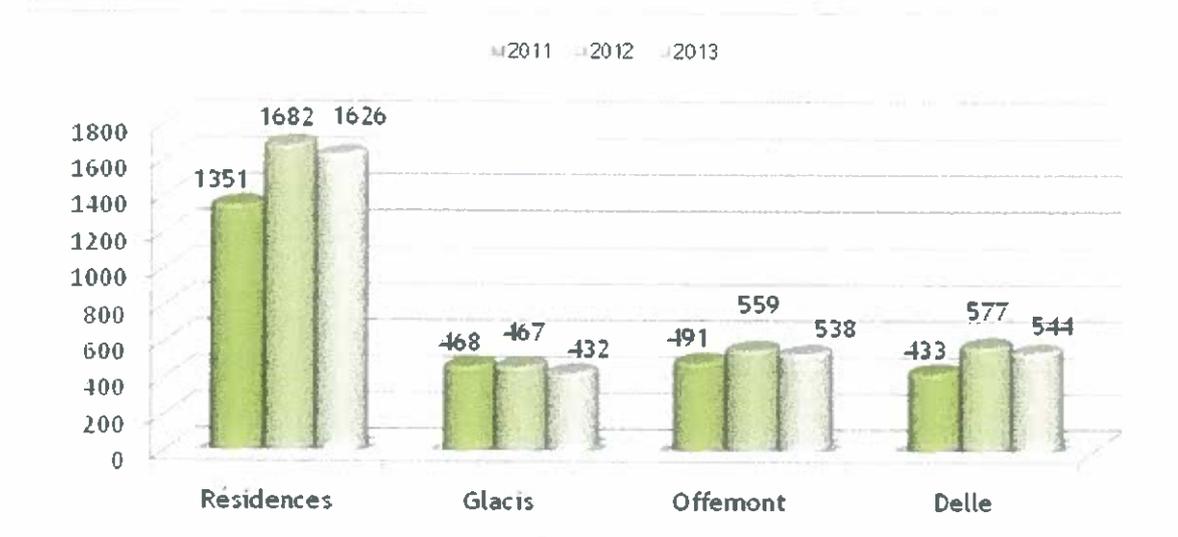
CANTONS	2011		2012		2013	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
BEAUCOURT	123	4.49	168	5.11	152	4.84
BELFORT	1403	51.15	1499	45.63	1416	45.12
CHATENOIS/FORGES	145	5.29	179	5.45	195	6.21
DANJOUTIN	156	5.69	177	5.39	155	4.95
DELLE	183	6.68	236	7.18	225	7.16
FONTAINE	78	2.84	90	2.74	106	3.37
GIROMAGNY	150	5.47	157	4.78	183	5.82
GRANDVILLARS	130	4.73	165	5.02	167	5.32
OFFEMONT	141	5.14	151	4.6	137	4.36
ROUGEMONT/CHÂTEAU	58	2.11	70	2.13	75	2.38
VALDOIE	176	6.42	212	6.45	229	7.29
Autres Départements			181	5.51	100	3.18
TOTAL	2743	100	3285	100	3140	100

EPCI	2011		2012		2013	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
CAB	2097	77	2304	70	2224	71
CC BOURBEUSE	64	2	73	2		
HAUTE SAVOUREUSE	119	4	123	4	150	5
PAYS SOUS VOSGIEN	65	2	80	2	90	3
SUD TERRITOIRE	330	12	446	14	480	15
TILLEUL	47	2	52	2	100	3
Autres	21	1	207	6	96	3
TOTAL jeunes	2743	100	3285	100	3140	100

La Provenance Géographique par quartier de Belfort



Activités par Antenne depuis 2011



La Mission Locale de mieux en mieux **connue** et **identifiée** par les Jeunes.
De plus en plus de jeunes viennent sur **démarches personnelles**.

Les sources d'Orientation vers la MLEJ (1^{ers} Accueils)

Origine	2011 (%)	2012 (%)	2013 (%)
Démarche personnelle	39	28	42
Pôle Emploi	23	23	21
Famille/Amis	12	16	9
Services sociaux/Education spécialisée / CHRS	9	9	9
Entreprise / Agence d'interim	2	2	3,5
CIO / Education nationale	2	2	3
Centre de formation	2	2	2,5
Administration et collectivité locale	4	6	2
Autre	3	6	2
Association	2	2	2
Autre Mission Locale	2	3	1,5
JAPD / Armée	0	0,5	0,3
Chambre consulaire	0	0,5	0,2

II.3 - La demande des jeunes, les propositions de la MLEJ

La demande des jeunes reçus en premier accueil reste centrée sur l'**emploi**, la **formation** et la **définition du projet professionnel**.

(83 % des jeunes reçus en premier accueil sont demandeurs d'emploi)

Demandes 1er accueil	Nbre	%	Propositions Totales	Nbre	%	Entrées en Emploi/ Formation	Nombre de jeunes 2013
Emploi - dont alternance	635 (126)	55 11	Emploi - dont alternance	11 889 1033	63 9	Emploi : - dont alternance	1 058 109
Formation	280	24	Formation	2 486	13	Formation : - dont scolaire	627 87
Projet professionnel	213	18	Projet professionnel	3 362	18	Immersion en entreprise	193
Situation annexe	24	2	Situation annexe	86	0.5	TOTAL	1 878
Vie Sociale	6	0.8	Vie Sociale	963	5		
Santé	1	0.1	Santé	108	0.4		
Logement	1	0.1	Logement	40	0.1		
TOTAL	1160	100	TOTAL	18 934	100		

Les propositions faites aux jeunes sont en constante progression (+ 20% en 2 ans).

Les entrées en formation connaissent une diminution proportionnellement au nombre de jeunes accompagnés. Néanmoins la MLEJ continue à afficher un taux élevé d'entrées en formation.

Les jeunes reçoivent en moyenne 6 propositions, à 94% orientées vers l'emploi et la formation :

- 1 proposition d'emploi sur 11 se concrétise par une entrée en emploi
- 1 proposition de formation sur 4 aboutit à une entrée formation

L'accès à l'emploi et à la formation



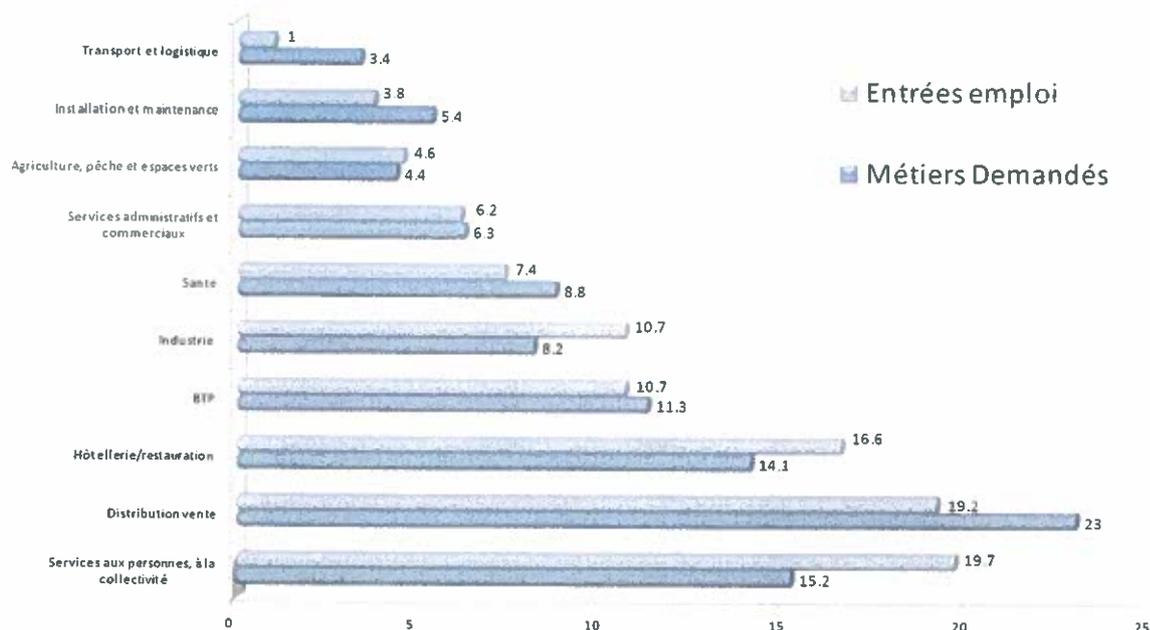
Le développement de la relation employeur depuis 2010, ainsi que l'instauration d'un suivi dans l'emploi pour les jeunes en contrats aidés a permis d'accroître **l'accès à l'emploi**.

Le recentrage de l'offre formation du Conseil Régional pour la qualification a entraîné une diminution des **entrées en formation**.

(suppression des formations insertion type «Chantier École» à vocation éducative et professionnelle)

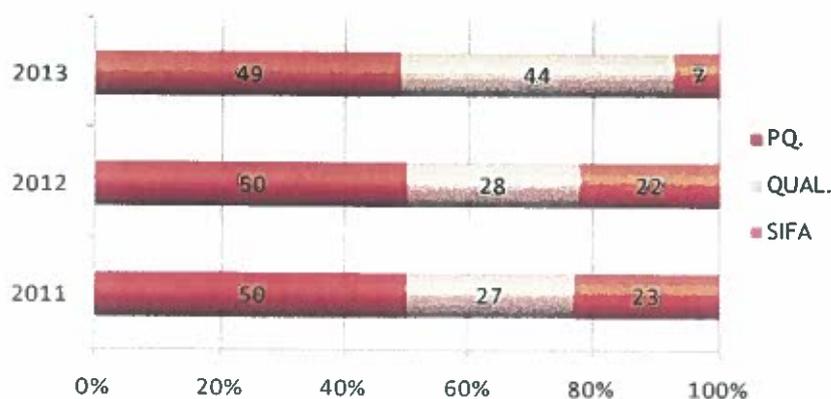
L'inadéquation reste de l'ordre de 30% entre les demandes initiales de jeunes et les sorties réelles en emploi

Les métiers les plus envisagés / métiers les plus porteurs en sortie emploi 2013

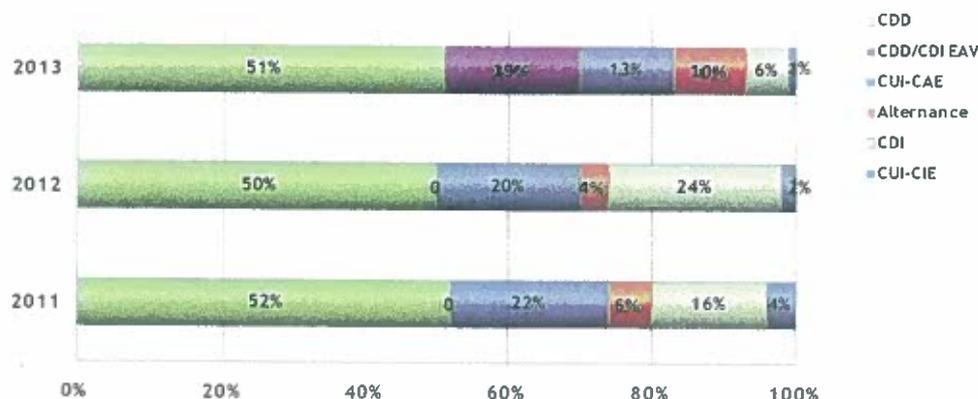


Le fort repli des contrats d'intérimaires dans l'Industrie a touché de plein fouet les jeunes : le secteur était le plus porteur en 2010/2011 et il représentait plus de 20% des entrées en emploi.

La nature des entrées en formations



La nature des entrées en emploi



II.4 - Données CPO 2013

(sources : suivi Convention **DIRRECTE** version régionale - Soogest)

TERRITOIRE-DE-BELFORT

	TERRITOIRE-DE-BELFORT			TOTAL Franche Comté	Part MLEJ90 sur Franche Comté
	ML BELFORT - 2013				
	Nbre	Objectif	taux réalisé		
Jeunes entrés en CIVIS	459	470	97,7%	2952	15,5%
<i>Dont filles</i>	267	235	113,6%	1587	16,8%
<i>Dont ZUS</i>	84	60	140,0%	422	19,9%
<i>Dont niveau inférieur à V</i>	176	193	91,2%	1271	13,8%
Jeunes entrés en PADE	11	20	55,0%	226	4,9%
Jeunes entrés en PPAE (finançable)	445	369	120,6%	2738	16,3%
JDI sans prop ni situ depuis 3 mois	207			1300	15,9%
Jeunes sortis de CIVIS en emploi	217	150	144,7%	1737	12,5%
Jeunes sortis de CIVIS pour ED	155	110	140,9%	1143	13,6%
Jeunes sortis de CIVIS en CIE	9	10	90,0%	45	20,0%
Jeunes sortis de CIVIS en alternance	33	40	82,5%	237	13,9%

	Total TERRITOIRE-DE-BELFORT			TOTAL Franche Comté	Part MLEJ90 sur Franche Comté
	ML BELFORT				
	Nbre	Objectif	réalisé		
Jeunes ayant bénéficié de MER pôle emploi	26	40	23,2%	218	11,9%
Nbre de MER sur offre d'emploi	3 097	1800	172,1%	17896	17,3%
Nbre de jeunes rentrés en parrainage	0	15	0,0%	63	15,9%
Nbre de périodes en entr mises en œuvre	230	180	127,8%	147	0,0%
Nb jeunes ayant bénéficié d'1 période Entr.	178	140	127,1%	1345	17,1%

II.5 - Zoom sur les Emplois d'Avenir 2013

Rappel de la Mesure

Les emplois d'avenir ont pour ambition d'**améliorer l'insertion professionnelle** et l'**accès à la qualification** des jeunes peu ou pas qualifiés, confrontés à des difficultés particulières d'accès à l'emploi. L'État soutient la création de 150 000 emplois d'avenir d'ici 2014, dont les Missions Locales sont les prescripteurs.

Pour quels jeunes ?

- Les jeunes de **16 à 25 ans** (ou jusqu'à 30 ans pour les travailleurs handicapés),
- Peu ou pas diplômés et à la recherche d'un emploi
- A titre exceptionnel, les jeunes résidant en zone urbaine sensible, jusqu'au niveau bac+3 et s'ils sont à la recherche d'un emploi depuis plusieurs mois.

Pour quels employeurs ?

- Les employeurs du secteur non marchand sont principalement concernés
- Certaines entreprises privées, dans des secteurs d'activités ciblés au niveau régional

Les caractéristiques du contrat

- Un CDI ou un CDD de 1 à 3 ans
- Un temps plein (sauf exception)
- Une formation pour apprendre un métier, et la reconnaissance des compétences acquises pendant l'emploi d'avenir
- Un tutorat du jeune pour faciliter l'intégration
- Une aide de l'État pour 3 ans à hauteur de 75 % de la rémunération brute au niveau du SMIC, complétée par le Conseil Régional pour les jeunes peu ou pas qualifiés
- Un suivi et un conseil de la Mission Locale pour construire le parcours de formation du jeune et intervenir pour toute difficulté pouvant survenir au cours de l'emploi

La gestion des offres d'emploi

L'offre de service locale repose sur un partenariat étroit entre Pôle Emploi, Cap Emploi et la Mission Locale dans l'information des employeurs, la collecte des offres et la mise en relations des jeunes sur les offres d'emploi.

Un réseau de partenaires a également été associés à la démarche pour faciliter la mise en relation de tous les jeunes (E2C, Epide, Adultes relais, travailleurs sociaux)

- 243 offres ont été collectées
- 2 115 mises en relation ont été réalisées, au bénéfice de 875 jeunes

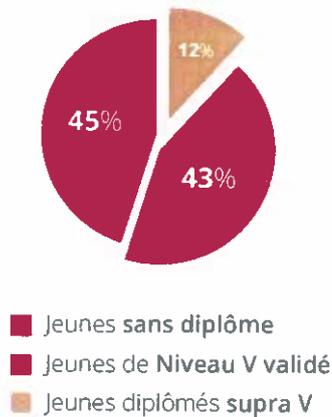
Les résultats de novembre 2012 au 31 décembre 2013 :

226 Contrats ont été signés par la Mission Locale pour un objectif de 224.

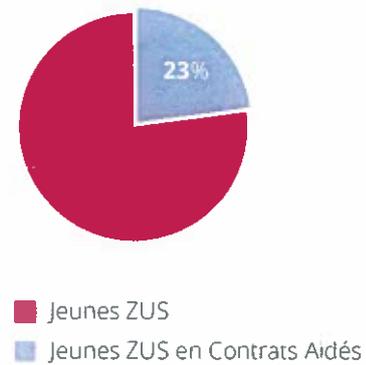


Le profil des jeunes bénéficiaires

- Des jeunes peu ou pas qualifié



- Des jeunes ZUS

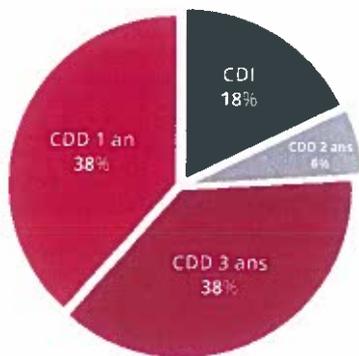


- 49% au bénéfice des jeunes femmes

- 3% au bénéfice de jeunes reconnus travailleurs handicapés

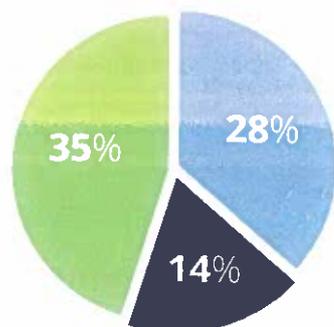
Le profil des contrats

- 98% à temps plein



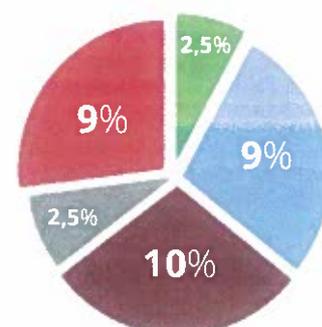
Le profil des employeurs

Secteur non marchand
77%



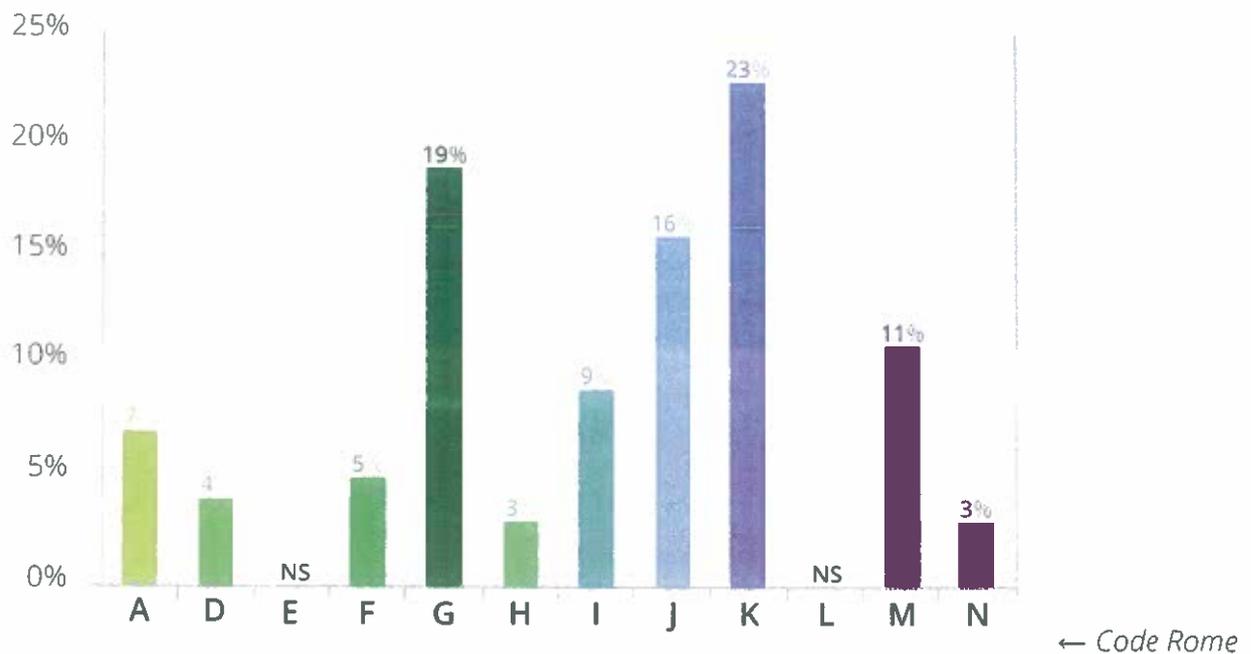
- Collectivités Territoriales et EPCI
- Associations (hors sanitaire et social)
- Établissement du secteur santé/social non marchand

Secteur marchand
33%



- Restauration
- Industrie
- Construction / Bâtiment
- Commerce
- Transport (0%)
- Agriculture

Le type de métiers



- A - Agriculture, Pêche, Espace naturels et Espaces verts, Soins aux animaux
- D - Commerce, Vente, Grande distribution
- E - Communication, Média, Multimédia
- F - Construction, Bâtiment et Travaux publics
- G - Hôtellerie-Restauration, Tourisme, Loisirs et Animation
- H - Industrie
- I - Installation et Maintenance
- J - Santé
- K - Services à la personne
- L - Spectacle
- M - Support à l'entreprise
- N - Transport et Logistique

Les parcours de professionnalisation

- 454 entretiens ont été réalisés avec les jeunes et les employeurs.
- 274 actions de formation ont été réalisées au 31 décembre 2013.

Les parcours de professionnalisation

- 3,2 ETP (Équivalent Temps Plein) ont été consacrés à la mise en place et au pilotage du dispositif.
- Cette charge a été absorbée par le recours à 2 recrutements financés par les crédits d'accompagnement dédiés à cette mesure, et par le redéploiement d'1,2 ETP en interne.

Les parcours de professionnalisation

- En 2013, 14 ruptures ont été enregistrées dont 3 pour raison positive (autre emploi).

III/ Les dispositifs mobilisés

Les Dispositifs d'Accompagnement

III.1 - Contrat Insertion dans la Vie Sociale (C.I.V.I.S.)

Créé en 2005 dans le cadre du plan de cohésion sociale et mis en œuvre dans les Missions Locales, le **C.I.V.I.S** est un **dispositif d'accompagnement global** des jeunes de 16 à 25 ans en difficulté d'insertion sociale et professionnelle. L'objectif est d'amener des jeunes éloignés du marché du travail jusqu'à un **emploi durable** (contrat de travail de plus de 6 mois, hors contrats aidés du secteur non marchand).

- 459 Jeunes sont entrés en dispositif CIVIS en 2013.
- 1 064 Jeunes ont été suivis au travers de ce dispositif en 2013.
- 579 sont sortis du dispositif en 2013.

Typologie des jeunes entrés en CIVIS en 2013

Ages	Femmes	Hommes	Total	%
16/17 ans	9	17	26	5.66
18/21 ans	200	119	319	69.49
22/25 ans	58	56	114	24.85
Total	267	192	459	100

Dispositif	Femmes	Hommes	Total	%
Classique	194	111	305	66.44
. dont niveau V	60	53	113	37.05
. dont niveau IV et +	134	58	192	62.95
Renforcé	73	81	154	33.56
Total	267	192	459	100

Les niveaux IV et + restent stables en 2013 et sont les plus nombreux dans le dispositif CIVIS. Cela reflète l'évolution du profil des jeunes accueillis à la MLEJ. Les femmes sont toujours surreprésentées dans ce dispositif, en particulier les niveaux IV et plus car elles restent plus durablement éloignées du marché de l'emploi (58% de jeunes femmes entrées en CIVIS en 2012 contre 48% de jeunes femmes en 1^{er} accueil).

Les jeunes en ZUS représentent 18% des jeunes entrés en CIVIS (7% des 1^{ers} accueils).

Durée de présence en CIVIS, pour les jeunes sortis en 2013 :

Durée de présence	Nombre	%
< à 6 mois	110	19
6 mois à 12 mois	260	45
12 mois à 24 mois	180	31
> à 24 mois	29	5

2/3 des jeunes sortent de CIVIS dans les 12 mois.

La durée du parcours moyen est de 462 jours soit 15,4 mois.

Les mesures engagées en cours de programme:

Mesures engagées	Nombre d'entrées en mesure	%
CDI/CDD	460	27,35
CDD Emploi d'Avenir secteur marchand	8	0,48
CDD Emploi d'Avenir secteur non marchand	83	4,93
CDI Emploi d'Avenir secteur marchand	13	0,77
CDI Emploi d'Avenir secteur non marchand	3	0,18
CUI CAE/CUI CIE	229	13,61
Contrat d'apprentissage, C. de professionnalisation	62	3,69
Formations Conseil Régional	323	19,20
Formations DIRECCTE	109	6,48
AFPA	16	0,95
Pôle Emploi (accès emploi, EMT)	20	1,19
Autres formations (CG, formation Armée, PE)	55	3,27
Service civique	9	0,54
PMP	269	15,99
Retour en formation initiale, MGIEN	23	1,37
TOTAL	1682	100

La situation des jeunes à la sortie du Civis en 2013 :

- 27% en Emploi Durable
- 38% en Emploi Non Durable
- 10% en Emploi d'Avenir
- 6% en Alternance
- 7 % en Formation

III.2 - Le Projet Personnalisé à l'Emploi (P.P.A.E)

L'accord cadre de partenariat renforcé renouvelant la coopération entre l'État, Pôle emploi et le CNML a été signé en janvier 2010 pour une période de cinq ans. S'appuyant sur le partenariat engagé depuis 2001 au service de l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi, il vise à dynamiser et structurer la coopération dans un principe de concertation et de complémentarité d'action. Au-delà de sa composante cotraitance que constitue la contribution des Missions Locales à la mise en œuvre du projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE), l'accord a pour objet de développer :

- Une démarche commune de diagnostic partagé ;
- La complémentarité des offres de services ;
- Une intervention concertée en direction des entreprises ;
- La réalisation d'actions communes en direction des jeunes, des entreprises et des partenaires ;
- Des actions de communication valorisant le partenariat.

La MLEJ bénéficie d'un agent mis à disposition de Pôle Emploi, pour suivre les actions liées à la cotraitance, et coordonner les actions menées en partenariat avec Pôle Emploi en faveur du public jeune et des entreprises.

Bilan de la Co-Traitance Pole Emploi / MLEJ 2013

La MLEJ a accompagné 427 jeunes demandeurs d'emploi dans le cadre de la co-traitance, pour un objectif initial de 369 jeunes.

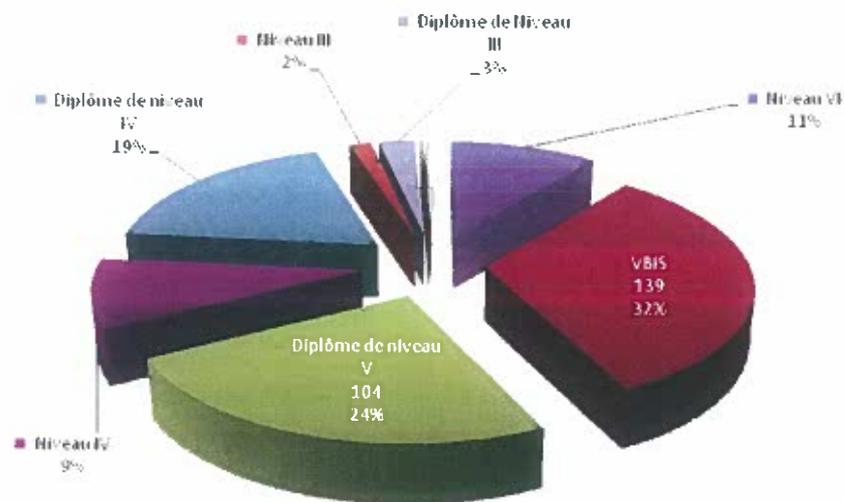
	FEMMES				HOMMES				TOTAL
	16/17 ans	18/21ans	22/26 ans	TOTAL	16/17 ans	18/21 ans	22/26 ans	TOTAL	
	7	125	77	209	17	128	73	218	427
Dont ZUS	0	19	10	29	4	15	10	29	58
Dont ARE	4	39	51	94	2	38	24	64	158
Dont RSA	0	8	11	19	0	9	17	26	45

En 2013, Pôle Emploi a orienté **586 jeunes** pour une cotraitance.

Parmi ces 586 jeunes, 94 étaient déjà suivis en CIVIS par la MLEJ et 65 étaient radiés avant leur entretien d'initialisation.

Par conséquent, **427 initialisations PPAE** sont décomptées sur les objectifs de cotraitance.

Les jeunes orientés sont moins qualifiés en moyenne que l'ensemble des jeunes en contact avec la Mission Locale



25% des jeunes ont eu une sortie positive (emploi/formation)

Jeunes en contrat au cours de l'année 2013	
EA	27
CAE	11
CIE / CDI	1
CDI Temps plein	4
CDI Temps partiel	2
Contrat d'apprentissage	6
CDD sup à 1 mois	12
CDD Intérim	8

Jeunes entrés en formation / ou autres dispositifs au cours de l'année 2013	
Formation qualifiante / titre professionnel	11
Préparation concours/ Pré qualification	5
Entrée Ecole de la 2 ^{ème} chance	17
Entrée EPIDE	1
SIFA	2
Service Civique	1

III.3 - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.)

Le **Plan Local d'Insertion pour l'Emploi** s'inscrit dans un cadre politique de **lutte contre le chômage et l'exclusion**. Il s'adresse aux jeunes et adultes qui, par manque de qualification ou d'expérience professionnelle, ou en raison d'une situation personnelle particulière, ont des difficultés à accéder à une formation qualifiante longue ou à un emploi durable.

Chaque personne bénéficie d'une **aide individualisée à la définition d'un projet professionnel** et à sa mise en œuvre, cela jusqu'à l'accès à une formation qualifiante ou à un emploi de plus de 6 mois. Quatre référentes ont été dédiées à ce dispositif, pour l'équivalent d'un 2,50 ETP, sur l'année 2013. Leur rôle a été d'assurer le suivi et la cohérence du parcours de jeunes et adultes dépendant du PLIE.

Accompagnement :

373 personnes (286 en 2012) ont été suivies dans leur parcours d'insertion.

Outre l'utilisation de tous les dispositifs existants dans le domaine de la formation et de l'emploi, la référente principale a rencontré de façon régulière –environ toutes les 6 semaines- l'ensemble des SIAE pour faire le point sur le public accueilli, son évolution, l'acquisition de nouvelles compétences et la construction d'une suite de parcours. L'objet a été également de faire le point sur les besoins de ces structures et de leur proposer de nouvelles candidatures. A noter toutefois la baisse du nombre de ces postes d'insertion au fil des années.

Un partenariat renforcé avec le service «clauses d'insertion » a permis la mise à disposition de personnes qui ont ainsi pu acquérir plus d'expérience professionnelle, voir intégrer définitivement l'entreprise (étant donné le contexte économique, cette opportunité a été plus faible qu'en 2012). Le nord Franche Comté, fortement industrialisé et grand utilisateur du contrat en intérim, a subi de plein fouet la crise économique en 2013; beaucoup d'entreprises se sont séparées en premier lieu de leurs intérimaires.

La construction de l'Hôpital Médiann n'a, quant à elle, pas été aussi porteuse d'emplois locaux que prévu initialement. Plusieurs informations collectives ont été assurées, en lien avec la Cellule/hôpital médiann et le Service Clauses d'insertion du PLIE.

De nombreuses propositions de CV ont été faites, dans ce cadre; mais les entreprises se sont montrées très exigeantes quant à l'expérience et aux compétences des personnes proposées. Une action de formation a été mise en place avec l'entreprise Pertuy, des ETTI de la zone urbaine et la Cellule d'insertion du PLIE; pour le 90, 3 adultes ont été formés tout en travaillant sur le chantier ; et 2 sont allés jusqu'au bout de leur formation.

Caractéristiques du public :

C'est avant tout un public majoritairement jeune, où les hommes sont fortement représentés (plus des 2/3), et de bas niveau de qualification :

Âge :

15 - 24 ans	298	79,89%
25 - 44 ans	66	17,69%
45 - 54 ans	8	2,14%
55 - 64 ans	1	0,27%

Sexe :

Hommes	237	63,54%
Femmes	136	36,46%

Niveau de formation :

II	3	0,80%
III	8	2,15%
IV	76	20,36%
V	153	41,01%
Vbis	92	24,66%
VI	38	10,19%

Actions mises en oeuvre :

Les actions menées portent essentiellement sur l'emploi :

Formation	68	18,23%
Insertion professionnelle	59	15,82%
Clauses d'insertion	47	12,60%
Emploi hors clauses	161	43,16%

L'étape / insertion professionnelle a plus que doublée par rapport à 2012 (7,34%), ainsi que celle / clauses d'insertion (3,5% en 2012).

Par contre, celle concernant la formation a baissé (24,83% en 2012) ; de même pour celle concernant l'emploi hors clauses (50% en 2012).

Sorties du dispositif :

89 personnes sont sorties du dispositif en 2013, dont 38 sorties positives, soit un taux 42,69% (37,39% en 2012)

CDD > 6 mois	23	25,84%
CDI	7	7,86%
Création d'entreprise	1	1,12%
Formation qualifiante	7	7,86%
Accompagnement/autre dispositif	3	3,37%
déménagement	8	8,99%
maternité	0	/
Problématique/santé	2	2,25%
Problématique sociale lourde	2	2,25%
retraite	0	/
abandon	36	40,44%

Les sorties pour accès à un emploi de plus de 6 mois ou un CDI et pour une entrée en formation qualifiante constituent presque la moitié de l'ensemble des sorties ; en cette année très tendue au niveau du marché de l'emploi, un découragement des demandeurs d'emploi s'est ressenti fortement mais l'accompagnement individualisé a permis de remotiver les personnes en les incitant à aller de l'avant et à ne pas baisser les bras.

Les sorties pour abandon sont majoritaires dans l'ensemble des sorties autres. En situation de crise prolongée*, de nombreuses personnes se trouvent confrontées à une problématique sociale plus ou moins lourde qui peut freiner fortement leur insertion professionnelle, voir la stopper.

* Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi, cumulé sur l'année 2013, s'inscrit en retrait de 17,3% par rapport à 2012, avec des offres d'emploi durable en recul de 2,5%.

Les Dispositifs d'Accès à la Formation

III.4 - Stage Individualisé de Formation par Alternance (S.I.F.A.)

Le **Stage Individualisé de Formation par Alternance** permet aux demandeurs d'emploi de 16 à 25 ans, à faible niveau de qualification, d'exercer une **activité professionnelle formatrice en entreprise** (SIFA) afin de faciliter leur parcours vers la qualification ou vers l'emploi durable.

Généralement, **80%** du temps est dévolu à l'entreprise, **20%** à la formation complémentaire, avec des objectifs préalablement définis avec le jeune, son Conseiller, l'entreprise et en adéquation avec l'offre de formation.

Au 02/01/2013, le Conseil régional a mis en place de nouvelles modalités du SIFA :

- Articulation sur 4 axes

- SIFA 1 Public fragile éloigné de l'emploi (secteur non marchand)
- SIFA 2 Demandeur d'emploi handicapé
- SIFA 3 Tous publics demandeurs d'emploi
- SIFA 4 Demandeur d'emploi titulaire d'un niveau supérieur au niveau V professionnel ou IV général, préparant les concours du secteur sanitaire et social.

- **La formation reste obligatoire** pendant le contrat initial et lors des éventuels renouvellements (possible uniquement pour le SIFA 1 et SIFA 2) ;

- **Nouvelles conditions de rémunération des stagiaires**. La rémunération est fixée en fonction de l'âge des stagiaires, de ses expériences antérieures, de sa situation sociale.

- **Participation financière obligatoire de tous les employeurs pour un montant de 153€** (sauf pour le SIFA 1)

Le bilan chiffré qui suit est une synthèse globale des SIFA signés en 2013 et des SIFA signés en 2012 et se terminant en 2013.

En 2013, **67** jeunes ont bénéficié d'une mesure SIFA dont **25** démarrées en 2012.

Les bénéficiaires de la mesure SIFA sont majoritairement :

- Des jeunes femmes pour **60%**
- Des jeunes appartenant à la tranche d'âge 19-22 ans : **54%**
- Des jeunes peu qualifiés : **60%** ont un niveau V et infra
- Des jeunes engagés dans un parcours CIVIS : **60%**

Les secteurs d'activités les plus investis sont :

- Les métiers de services à la personne et aux entreprises (**52%**)
- Le secteur du commerce (**33%**)
- L'industrie (**14%**)

Par ailleurs, nous constatons que certains secteurs d'activités ont été délaissés : tels les métiers de bouche, la mécanique, le tertiaire et la logistique. La refonte de la mesure SIFA et la participation financière par les employeurs à verser une contribution mensuelle de 153 € au CRFC, ainsi que la réduction de la durée du SIFA (3 mois au lieu de 6 mois en 2012) peuvent être une explication à la non adhésion par les employeurs.

Lorsque le SIFA confirme l'adéquation du projet du jeune avec la réalité du travail, le dispositif permet d'aboutir très majoritairement à un emploi avec :

- 51% de sorties emplois, dont 21% en emplois d'avenir, 15% en contrats d'apprentissage et 10% en contrats aidés autres
- 8% d'entrées en formation
- 10% de ruptures
- 31% de sorties autres : sans solution, refus du contrat employeur, réorientation

Les Dispositifs d'Aide au Projet Professionnel

III.5 - Fonds Interstitiel Pour l'Insertion des Jeunes (F.I.P.J.)

Le **Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Jeunes**, créé en 2005, est destiné à **financer des actions complémentaires** à l'accompagnement personnalisé et renforcé des jeunes confrontés à l'addition d'obstacles multiples (sociaux, familiaux, culturels et relationnels).

Le FIPJ intervient en complément des actions déjà existantes, et sur des besoins repérés comme non couverts par les dispositifs ou actions de formation déjà en place.

7 actions ont été mises en œuvre au profit de 155 jeunes au titre du FIPJ 2013.
(données arrêtées au 31 mars 2014)

	Jeunes prévus	Jeunes présents
DEPART - Onlineformapro Evaluer les perspectives d'emploi et favoriser l'insertion professionnelle de jeunes reconnus TH ou susceptible de l'être	5	7
Accompagnement thérapeutique	8	20
Conseil en Image/socio esthétique - Armelle Samson Permettre aux jeunes de restaurer leur image de soi, pour favoriser leur remobilisation professionnelle.	20	60
Bilans de Compétence CIBC	14	14
Aide aux jeunes Mineurs - MLEJ Aider à surmonter des situations ponctuelles difficiles, par des aides directes (chèque service, ticket de transport,..)	12	7
Aide à la réalisation des projets professionnels	37	22
Aide à la mobilité	20	25

III.6 - Fonds d'Aides à l'Insertion des Jeunes (F.A.J)

En 2013, **1 716 demandes** ont été traitées dont :

- 1 709 dossiers individuels pour 631 jeunes
- 7 dossiers collectifs.
- 85 demandes refusées.

91% des demandes émanent des Conseillers Jeunes des P.A.S (Points Accueil Solidarité).

Le premier motif de recours au FAJ est l'Aide à la subsistance, celle-ci était versée le plus souvent sous forme de chèque service et selon une procédure d'urgence.

Nombre de dossiers :

	2010	2011	2012	2013
Dossiers déposés	1503	1356	2045	1716
Nombre d'aide d'urgence	929	563	787	752
% de dossiers d'aide d'urgence	62	42	39	44

Répartition des dossiers traités par Structure :

	2010		2011		2012		2013	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Point Accueil Solidarité	1286	85,6	1231	90.78	1861	91	1574	91
MLEJ	198	13,2	122	9	173	8.45	137	8
Autres (Armée du Salut, CCAS,	19	1.2	3	0.22	11	0.55	5	1
TOTAL	1503	100,0	1356	100,0	2045	100,0	1716	100,0

Répartition par Point d'Accueil Solidarité :

	Nbre	%
PAS CARRE LIBERTE	434	27.58
P.A.S. EST TERRITOIRE	503	31.96
P.A.S. J.JAURES	485	30.81
P.A.S. SUD	83	5.27
P.A.S. NORD	69	4.38
TOTAL	1 574	100

IV/ Actions Spécifiques menées en 2013

IV.1 - Réseau Emploi Belfort et Sud Territoire

L'action vise à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes des quartiers sensibles par une mise en valeur de leurs compétences (savoirs, savoir-faire, savoir-être). Elle permet également d'accroître la mobilité des jeunes par une aide au financement du permis de conduire.

Ce projet a été accompagné par les partenaires de l'insertion et de la Jeunesse (Animateurs Jeunesse des Communes, Conseil Général, Mission Locale), et par un organisme de formation.

Le projet s'articulait en 4 étapes :

1^{ère} étape Repérage et mobilisation des jeunes

2^{ème} étape Action de formation visant l'accès à l'emploi

Réalisation du diagnostic de «l'employabilité » des jeunes: bilan de compétence, des savoir-être, des savoir-faire, puis recherche d'un stage en entreprise (immersion). Le diagnostic prend en compte les freins et les difficultés interférant dans leur recherche d'emploi.

3^{ème} étape Immersions en entreprise

Les immersions sont d'une durée de 6 semaines découpées en 3 sessions. Elles sont réalisées parfois chez le même employeur, surtout lorsqu'une poursuite de parcours est possible (SIFA, CDD...). Pour d'autres jeunes, elles se sont déroulées dans plusieurs entreprises, soit pour valider le projet, soit pour prendre conscience de toutes les facettes d'un métier.

4^{ème} étape Articulation avec une suite de parcours

Prospection des emplois du marché caché en fonction des potentialités des jeunes.

2 groupes de jeunes, proches de l'emploi, mais ayant des difficultés à entrer sur le marché du travail, ont été constitués. 17 jeunes ont participé à cette action de sept à déc 2013.

- 6 jeunes sont en emploi
- 6 jeunes sont entrés en formation professionnelle : 5 en qualification, 1 en préqualification
- 1 jeune a réintégré la formation initiale
- 3 jeunes retravaillent leur projet professionnel
- 1 orientation MDPH

IV.2 - Le Projet « CIVIS m'était Conté » - Solidarité Sardaigne

Le projet avait pour objectif d'**accompagner les publics les plus fragilisés** avec une action qui leur permette de retrouver confiance en eux et facilitant à terme leur insertion socio-professionnelle.

Pour ce faire, la Mission Locale a mis en place une dynamique collective à travers d'ateliers sur le projet professionnel, mais aussi la cuisine et le cirque.

Ces apprentissages à visée de développement personnel et solidaire ont été confortés ensuite par un échange avec des Jeunes italiens domiciliés dans une région rurale de la Sardaigne en recherche d'emploi et accompagnés par un centre social.

Ce projet de mobilité internationale a apporté à ces jeunes une forte plus-value dans leur parcours personnel comme professionnel. Les résultats ont largement dépassé les attentes.

8 jeunes ont participé à l'action. Bilan à 3 mois (décembre 2013) :

- 3 jeunes ont accédé à un emploi d'avenir
- 1 jeune a accédé à un CAE
- 3 jeunes sont en formation : EPIDE, ADIJ, Micro lycée
- 1 projet formation qualifiante validé avec démarrage en janvier 2014

IV.3 - Les Chantiers d'Insertion

Les Chantiers Verts

Cette action est destinée à des jeunes âgés de 16 à 25 ans en grande difficulté. Elle vise à faciliter la construction d'un projet d'insertion professionnelle ainsi que l'accès puis le maintien dans une situation d'emploi ou de formation.

Elle s'attache avant tout à modifier les comportements débouchant sur l'exclusion (absentéisme, difficulté d'intégration, d'adaptation, non respect des consignes...) et à faciliter les étapes de parcours à venir.

L'action comporte 4 étapes :

- 1/** La constitution du groupe avec des jeunes de moins de 26 ans en grande difficulté
- 2/** 2 semaines de chantier, encadrées par un éducateur (PAS) et un Conseiller (MLEJ) ; bilan individuel sur les comportements porteurs et ceux préjudiciables à une suite de parcours
- 3/** Semaine de formation au CFPPA de Valdoie : bilan de la mise en situation de travail et apports théoriques
- 4/** 1 semaine de chantier en Espaces Verts, pour la mise en pratique des modifications que le jeune doit apporter en terme de savoir être. Articulation avec une suite de parcours

11 jeunes ont participé à cette action dont 10 hommes, en octobre 2013. Bilan au 31 décembre 2013:

- 3 personnes entrent en formation
- 2 projets ont été confortés. Démarches d'accès à la formation en cours
- 1 jeune a intégré un service civique (projet Melting Pot du CCNFC)
- 4 jeunes sont accompagnés dans l'élaboration de leur projet professionnel
- 1 jeune est en maternité

Le chantier d'été de la Communauté de Communes de la Haute Savoureuse

Cette action est destinée à des jeunes âgés de 16 à 25 ans en grande difficulté. Elle vise à faciliter la construction d'un projet d'insertion professionnelle ainsi que l'accès puis le maintien dans une situation d'emploi ou de formation (contrat d'apprentissage, de professionnalisation, emplois d'avenir, formations proposées dans le cadre du SPRF).

Les jeunes ont participé à la réfection du Fort de Giromagny, pendant 2 semaines, avec l'encadrement de l'Association La Caponnière et par des artisans bénévoles affiliés à la CMA.

7 jeunes ont participé à cette action dont 5 hommes. Bilan au 31 décembre 2013:

- 3 jeunes sont entrés en emploi : 2 en emploi d'avenir et 1 en CAE
- 2 jeunes sont entrés en formation
- 1 jeune est accompagné dans l'élaboration de son projet professionnel
- 1 jeune a été orienté vers des partenaires (problématiques de santé)

IV.4 - La lutte contre le décrochage scolaire et universitaire

Les Ateliers de Techniques de Recherches d'Emploi en fin de cycle (Collège, Lycée)

La Mission Locale réalise des interventions au sein des établissements afin d'informer les élèves des :

- Modalités de valorisation de leur profil (aptitudes, savoir-être...)
- Techniques de recherche (CV, lettre de motivations, simulations d'entretien...)
- Spécificités du marché de l'emploi, des attentes des employeurs
- Techniques permettant de construire un réseau professionnel
- Lieux ressources facilitant la connaissance de l'emploi et des entreprises

Ces interventions visent à préparer la sortie du système éducatif en favorisant l'accès rapide à l'emploi. En 2013, les interventions ont été réalisées auprès de 40 élèves de SEGPA et 3ème DP du collège Vauban.

Prévention du décrochage universitaire: « Construire son Projet Professionnel, une Alternative »

Bénéficiaires 2013 : 19 jeunes en L1 AES, identifiés par l'Université comme décrocheurs.

Les étudiants, désignés ou volontaires pour cette action, avaient besoin d'un travail de définition de projet.

En effet, tous étaient inscrits en AES par défaut et n'avaient aucun projet d'avenir ; leur seule certitude était de ne pas poursuivre leur cursus universitaire en AES.

L'objectif : Aider les jeunes à mieux se connaître, à définir un projet et à les guider dans sa réalisation.

Ce travail a été mené lors d'ateliers d'1 semaine pour la définition du projet professionnel, suivi d'entretiens individuels pour la mise en œuvre concrète du projet.

Bilan à 9 mois (décembre 2013):

- 9 jeunes se sont réinscrits vers une filière plus adaptée (DUT/BTS)
- 1 jeune s'est inscrit dans une formation professionnelle
- 2 jeunes sont en emploi
- 1 jeune est en service civique
- 2 jeunes sont actuellement accompagnés, en recherche de solution
- 4 jeunes n'ont pas donné suite (situation inconnue)

La Plate Forme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs

La plate-forme est un mode de coordination des acteurs locaux de la formation, de l'orientation et de l'insertion des jeunes mis en place en 2011. Les établissements scolaires, la MGIEN, le centre d'information et d'orientation (CIO) et la Mission Locale sont notamment associés.

Le dispositif vise à repérer, contacter, recevoir les jeunes de plus de 16 ans qui ont quitté le système scolaire sans avoir obtenu la qualification recherchée de niveau IV (baccalauréat) pour la filière générale, ou de niveau V (CAP-BEP) ou IV pour la filière professionnelle afin de leur proposer des solutions de formation/insertion facilitant leur entrée dans la vie active.

Résultats de la campagne 2012/2013 au 31 décembre 2013, pour les 509 jeunes repérés:

- 177 jeunes sont en situation d'emploi ou de formation ou en accompagnement MGIEN
- 262 jeunes sont en accompagnement Mission Locale
- 60 jeunes sont restés injoignables ou n'ont pas donné suite aux invitations
- 20 jeunes sont venus au RDV proposé et ont décliné les propositions d'accompagnement

L'Accord National Interprofessionnel sur les décrocheurs

La mise en place du dispositif permet d'offrir un **accompagnement très renforcé** auprès d'une cohorte de jeunes décrocheurs, sortis **sans aucune qualification du système scolaire**. L'objectif est de viser un accès à la formation qualifiante ou à l'emploi durable sous 18 mois. Ces jeunes font l'objet d'un suivi hebdomadaire, jusque 6 mois après l'entrée en formation ou emploi.

- 56 jeunes ont été diagnostiqués comme répondant au critère de l'appel à projet
- 48 jeunes sont effectivement entrés en accompagnement au travers de ce dispositif
- 3 jeunes sont entrés en apprentissage
- 5 jeunes ont bénéficié d'un Emploi d'Avenir
- 2 jeunes ont réintégré un cursus de formation initiale

V/ Bilan Ressources Humaines

Effectifs (hors Personnel Mis à Disposition, CDD remplacement et contrats aidés)

	2009	2010	2011	2012	2013
Salariés	20	20	19	22	22
ETP	19,4	19,1	17,9	20,7	20,7
ETP hors effectif	1,46	2,3	4,11	2,85	2,6

Répartition 2012 des effectifs par Métiers, en % ETP

	Chargé d'accueil Conseiller	Projet / Gestion/ Communication	Encadrement	Autre (MàD, FAJ, PLIE Adulte)
MLEJ 2013	72%	8%	8%	12%
National 2012	73%	15%	10%	2%

Les chargées d'accueil gèrent également des dossiers transverses (SIFA, CIVIS, FAJ, etc.)

Formations en 2013

Action de formation	Organisme	Durée	Public cible	Nbre stagiaires	Portage
Diversifier ses outils d'accompagnement	LE PATIO	3 jrs	CEFI	2	PRF
ADVP1 - Module d'initiation à la pédagogie de l'orientation professionnelle éducative -	ALETHEIA	5 jrs	CEFI	1	PRF
Valoriser les compétences du jeune : repérage, évaluation, valorisation et formalisation	STOC	3 jrs	CEFI	1	PRF
Première approche de la méthode IOD	CAGIP	4 jrs	Responsable de Secteur, CEFI	3	PRF
Dynamiser la recherche d'emploi : le CV vidéo	CDE Consultants	3 jrs	CEFI, chargé d'accueil	2	PRF
Prévention et gestion de l'agressivité et de la violence	IN_FORMATION	4 jrs	CEFI, chargé d'accueil, Emploi Avenir	4	PNF
Déontologie professionnelle et respect de la vie privée	IN_FORMATION	4 jrs	Chargé Projet, CEFI, chargé d'accueil	4	PNF
Connaissance des actions PEJA et montage du dossier	ACB	5 jrs	Chargé de projet	2	PLF
Excel intermédiaire, Excel perfectionnement, Word perfectionnement	INOVA	5 jrs	Emploi Avenir Assistant	1	PLF
Excel niveau 1 et 2, Word niveau 2	INOVA	7 jrs	Emploi Avenir Assistant	1	PLF
Améliorer la qualité de l'accueil du public	MB FORMATION	4 jrs	Emploi Avenir Assistant	2	PLF
Droit du Travail Initiation	UNIVERSITE HAUTE ALSACE	2 jrs	Assistante financière	1	PNF
Assistant Transférance	Fondation JAE	1 jr	CEFI	2	DAF
Inclusion des personnes handicapées en milieu ordinaire	IRTS	1 jr	Chargé de projet	1	PLF
Formation CEFI (Contrat de professionnalisation)	GIP FCIP	34 jrs	CEFI	1	OPCA
DESJEPS (Congé Individuel de Formation-14 mois)	TRAJECTOIRE	158 jrs	CEFI	1	CIF
Langage des signes (DIF)	PROFESSION SPORT	12 jrs	CEFI, chargée accueil	2	DIF

Au total, 55% des salariés ont suivi une ou plusieurs formations en 2013.

Le nombre moyen de jours formation professionnelle s'élève à 2 jours par salarié, hors Contrat de professionnalisation, DIF et CIF (10,5 jours, toute formation comprise).

Il y a une forte diminution du temps consacré à la formation en 2013, dû à la très forte mobilisation nécessaire pour la mise en œuvre des Emplois d'Avenir.

VI/ Les Financements

Pour son activité principale, la MLEJ est cofinancée par des subventions de fonctionnement de l'État (Direccte), du Conseil Régional, du Conseil Général, de 2 Communautés de Communes et de Pôle Emploi (Co Traitance).

D'autres financements interviennent pour la prise en charge de projets particuliers, dits financements en activités spécifiques.

Enfin, la MLEJ mobilise des fonds alloués au financement direct de prestations pour les jeunes (FIPJ) ou au versement direct d'aides aux Jeunes (FAJ), activité pour laquelle elle perçoit des frais de gestion.

Le financement par type d'activité

	Activité principale (dont contribution en nature)	Activités spécifiques	Fonds gérés (FIPJ, FAJ,...)
France 2012	79%	19%	2%**
Franche Comté 2012	79%	17%	4%
MLEJ 2012	70%	26%	4%*
MLEJ 2013	71%	25%	4%*

**Frais de gestion FAJ + montant dédié aux aides directes aux jeunes via FIPJ

Répartition des financeurs pour l'Activité principale

	France 2012	Franche Comté 2012	MLEJ 2012	MLEJ 2013
Etat	43%	44%	52%	49%
Région	19%	24%	27%	27%
Communes et EPCI	22%	18%	0%	3%
Département	4%	3%	12%	11%
FSE	<1%	<1%	0%	0%
Organismes Public	11%	11%	9%	10%
Coût/Jeune ayant eu au moins 1 entretien	368€	401€	322€	315€

Les principales évolution 2013 sur le financement en activité principale :

- Un renforcement de la subvention du Conseil Régional, suite à l'adossement de la subvention au nombre de jeunes reçus en entretien (augmentation lissée sur 2012 et 2013).
- Un renforcement de la subvention Pôle Emploi, adossée à la part des jeunes inscrits DE.
- La participation de 2 EPCI : la Communauté de Commune de la Haute Savoureuse et la Communauté de Communes du Sud Territoire.

Les principales évolution 2013 sur le financement en activité spécifique :

- Le renforcement des financements liés à l'accompagnement PLIE
- La mise en œuvre du dispositif Emploi d'Avenir, avec une subvention spécifique dédiée qui a permis de financer 2 ETP (3,2 ETP ont été mobilisés pour la mise en œuvre de la mesure)

3 EPCI restent absentes du financement en activité principale de la Mission Locale. Cette situation est partiellement corrigée par la contribution du Conseil Général.

Les référents des Dossiers Transverses

Dispositifs Accompagnement	Référent	Gestionnaire
Civis	Rafika Essahlaoui	Marion Vasener
Co-traitance PE	Véronique Royer	
PLIE	Liliane Makima - Elodie Gallet - Karine Colin - Mélodie Chalard	
ANI Décrocheur	Sophie Barbier Bataille	

Mesures Emploi	Référent	Gestionnaire
Emploi d'Avenir	Valérie Cantin	
CUI - CAE/CIE	Véronique Royer	
Apprentissage	Elodie Gallet	
ChantiersBelfort	Fabrice Gaiffe	Melihat Celik
PLIE/SIAE	Liliane Makima	

Formation	Référent	Gestionnaire
Pilotage Formation	Marina Schmitt	
Segment 1 du SPRF	Deborah Ben Mustapha/Fabrice Gaiffe/Fatima Djebra/Marina Schmitt	
ACEREP	Fabrice Gaiffe	
AFPA	Rafika Essahlaoui	
ALIAS France Comté	Marina Schmitt	
CFPPA	Deborah Ben Mustapha	
CIBC 90	Fatima Djebra	
E2C	Karine Colin	
Ecole d'Art	Fabrice Gaiffe	
EPIDE	Karine Colin	
Compétences Clés	Fatima Djebra	
GRETA	Deborah Ben Mustapha	
IFPA/INFA	Fabrice Gaiffe	
Onlineformapro	Fatima Djebra	
SIFA	Fatima Djebra	Catherine Alcocer

Aides mobilisées	Référent	Gestionnaire
FAJ	Martine Devaux	Anthony Liard
FIPJ	Rafika Essahlaoui	Michèle Tschenn
Parcours Vacances	Noémie Vogel/ Deborah Ben Mustapha	

Dossiers transverses	Référent	Gestionnaire
JAPD	Sophie Barbier Bataille	
MGIEN - CLAIN	Pascal Thomas	
Collèges - Lycées	Marina Schmitt	
Université	Sophie Barbier Bataille	
SPIP	Pascal Thomas	
Travailleurs Handicapés	Martine Heidet	
Droit des femmes	Martine Heidet	
Santé	Valérie Cantin	
PARCOURS 3	Michèle Tschenn - Rafika Essahlaoui	

Glossaire

AAE	Appui Accompagnement Emploi
AAH	Allocation aux Adultes Handicapés
ACSE	Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'égalité des Chances
ADIJ	Association Départementale d'Insertion des Jeunes
AFPA	Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes
ANDML	Agence Nationale des Directeurs de Mission Locale
APR	Action Préparatoire au Recrutement
ARE	Allocation de Retour à l'Emploi
ASP	Agence de Service de Paiement (ex cnasea)
BIJ	Belfort Information Jeunesse
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
CCN	Convention Collective Nationale
CEFI	Conseiller Emploi Formation Insertion
CFA	Centre de Formation des Apprentis
CFPPA	Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole
CIBC	Centre Interinstitutionnel de Bilans de Compétences
CIVIS	Contrat Insertion dans la Vie Sociale
CMA	Chambre de Métiers et de l'Artisanat
CNML	Conseil National des Missions Locales
CODES	Comité Départemental d'Education pour la Santé
CPO	Convention Pluriannuelle d'Objectifs
CUCS	Contrat Urbain de Cohésion Sociale
CUI (CAE-CIE)	Contrat Unique d'Insertion (Contrat D'Accompagnement dans l'Emploi - Contrat Initiative Emploi)
DE	Demandeur d'Emploi
Dirrecte	Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DEFM	Demandeur d'Emploi en Fin de Mois
DDCSPP	Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations
DELD	Demandeur d'Emploi de Longue Durée
DIF	Droit Individuel à la Formation
DUDE	Dossier Unique du Demandeur d'Emploi
EAV	Emploi d'Avenir
E2C	Ecole de la 2 ^{ème} Chance
EI	Entreprise d'Insertion
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
EPIDE	Etablissement Public d'Insertion de la Défense

ETP	Equivalent Temps Plein
ETT	Entreprise du Travail Temporaire
ETTI	Entreprise de Travail Temporaire et d'Insertion
FAJ	Fonds d'Aides aux Jeunes
FIPJ	Fonds Insertion Professionnel des Jeunes
FSE	Fonds Social Européen
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
JAPD	Journée d'Appel de Préparation à la Défense
JDI	Jeunes en Demande d'Insertion : jeunes ayant eu au moins 1 entretien, 1 atelier ou une information collective dans les 5 derniers mois
MGIE	Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale
OF	Organisme de Formation
PAS	Point Accueil Solidarité
PE	Pôle Emploi
PLIE	Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi
PPAE	Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi
RSA	Revenu de Solidarité Active
SIAE	Secteur d'Insertion par l'Activité Economique
SIFA	Stage Individualisé de Formation par Alternance
SPED	Service Public pour l'Emploi Départemental
SPER	Service Public pour l'Emploi Régional
SPIP	Service Pénitentiaire d'Insertion et de probation
SPRF	Service Public Régional de la Formation
TRE	Technique de Recherche d'Emploi
UNML	Union Nationale des Missions Locales
ZUS	Zone Urbaine Sensible